



Résistance en Amérique du Sud contre la présence militaire américaine

Par [Gisela Liebe](#)

Mondialisation.ca, 07 octobre 2009

[Horizons et débats](#) 7 octobre 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Les pays de l'Amérique du Sud nous donnent l'exemple, à nous autres Européens, comment l'on peut résister à la présence militaire américaine. Le 28 août, les chefs de gouvernement des 12 pays membres d'Unasur (Union des Nations sud-américaines) s'étaient réunis pour un sommet spécial à l'occasion de la crise à Bariloche, en Argentine. Ils avaient l'intention de débattre du nouvel accord militaire conclu entre la Colombie et les Etats-Unis. La Colombie permet par cet accord aux USA d'utiliser et de construire sept bases militaires où jusqu'à 1400 soldats américains pourront être stationnés.

La plupart des pays sud-américains ont été hautement alarmés par le développement de la présence militaire augmentée des USA en Colombie. Ce sont surtout les pays voisins, le Venezuela et l'Equateur, qui se sentent directement menacés. Mais l'Argentine et le Brésil se sont, eux aussi, prononcés dès la préparation du sommet contre les nouvelles bases militaires états-uniennes.

La présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, à l'initiative de laquelle le sommet spécial a eu lieu, s'est exprimée sans équivoque: «Nous ne pouvons pas admettre que les USA, après avoir exporté la crise économique et la grippe porcine chez nous, apportent encore une situation de guerre dans notre région.»

Evo Morales, le président de la Bolivie, avait proposé, durant la préparation de la conférence, des «référendums continentaux» sur la présence de l'armée américaine en dehors des USA: «Ainsi, ce seraient les peuples vivant sur le continent et non plus les empires qui prendraient la décision de ce stationnement.» Les Constitutions du Venezuela, de l'Equateur, de la Bolivie et du Nicaragua interdisent le stationnement de forces militaires étrangères. Les USA ont dû abandonner leur base aérienne située à Manta, en Equateur. On suppose que les avions éclaireurs et les avions de transport stationnés jusqu'ici à Manta, seront désormais transférés aux bases militaires situées en Colombie.

Ce n'est pas étonnant que l'augmentation de la présence militaire américaine en Amérique du Sud s'accompagne de grandes inquiétudes. La volonté d'hégémonie des USA en Amérique du Sud continue et se poursuit avec zèle sous la direction d'Obama aussi. Du côté des Etats-Unis on justifie la présence militaire américaine, comme c'est souvent le cas en Amérique du Sud, par la lutte anti-drogue. Depuis 2001, les USA ont investi déjà 346 millions d'euros par an dans le soi-disant Plan Colombia en Colombie, mais sans grands succès.

La conférence au sommet de l'Unasur à Bariloche a duré huit heures au lieu des quatre heures prévues initialement. L'intégralité de la conférence à laquelle avaient participé tous

les 12 chefs de gouvernement de l'Amérique du Sud, a été transmise en direct à la télévision. Le président des Etats-Unis, Barack Obama, n'avait pas accepté l'invitation à cette conférence.

Alors qu'Alvaro Uribe, le président de la Colombie, a soutenu la convention militaire en la qualifiant d'aide efficace contre le trafic de drogue, et alors qu'il a souligné que la Colombie, par cet accord, n'abandonnerait pas un pouce de sa souveraineté, à peu près tous les autres chefs d'Etat se sont prononcés contre les bases militaires, à l'exception d'Alan García, le président du Pérou. Tabaré Vázquez, le président d'Uruguay, a dit: «L'Uruguay s'engage pour la souveraineté, c'est pourquoi nous refusons l'installation de bases militaires étrangères.» Hugo Chávez a demandé à la Colombie de présenter l'accord mot à mot pour qu'on sache une fois pour toutes ce dont il s'agit. Il a cité le Livre blanc publié par la Force de l'air de l'US Southern Command, où les intentions des bases militaires sont déclarées comme la volonté d'avoir le contrôle militaire de la région.

Rafael Correa a présenté une longue documentation qui contient les arguments et les raisons pour lesquelles on ne devrait pas installer de bases militaires américaines en Amérique latine: «L'Equateur avait une base militaire des USA à Manta. Détrompons-nous: Il n'y a aucune possibilité de contrôler ce que font les Américains dans les bases que la Colombie leur a mises à disposition. Qui donc devrait les contrôler?» Il a dit que ce n'était pas possible de vérifier si un avion partant de la base militaire contrôlait le trafic de drogue ou bien s'il intervenait dans la communication et dans la sphère des radars des autres pays. «Nous avons connu cette expérience en Equateur, il ne faut pas être naïf.» Il a proposé que le Conseil de défense de l'Unasur se penche à fond sur ces problèmes. Correa a rapporté comment les troupes américaines à la base militaire de Manta avaient commandé les autorités de sécurité locales. Evo Morales l'a confirmé aussi en déclarant que les bases militaires étrangères devaient être interdites en Amérique latine.

Correa et Morales ont démontré que la présence de la DEA, le service chargé de la lutte contre le trafic de drogue des USA, n'avait pas amélioré la situation dans la région, mais qu'au contraire le trafic de drogue avait même augmenté. Correa a rappelé à Uribe qu'on avait rencontré des soldats américains avec des drogues et a présenté des chiffres prouvant la plus grande efficacité des autorités locales.

Le chef du gouvernement brésilien Lula da Silva a indiqué que les pays de l'Amérique du Sud avaient déjà fait de grands progrès dans la collaboration. Il a proposé que l'Unasur cherche sa propre solution au problème du trafic de drogue, sans les Etats-Unis: «Notre collègue Uribe cherche à nous prouver que les bases militaires américaines en Colombie existent déjà depuis 1952 et je veux lui dire en toute amitié: S'ils n'ont pas réussi jusqu'à présent à combattre avec succès la guérilla et le trafic de drogue, nous devons réfléchir à d'autres solutions et voir comment nous, dans l'Unasur, pouvons résoudre ce problème nous-mêmes.»

«La grande masse des consommateurs de drogue ne vient pas de notre continent. Ce serait bien si, au lieu de lutter contre le trafic de drogue sur notre territoire, ils [les Américains, ndt.] le faisaient à l'intérieur de leurs propres frontières, mais les consommateurs sont aussi des électeurs...» Lula a proposé une rencontre avec Obama afin que celui-ci puisse mettre au jour ses desseins politiques en Amérique du Sud. En outre, il a demandé une garantie juridique afin que les troupes américaines ne puissent pas être engagées dans des interventions militaires à l'extérieur de la Colombie.

En conclusion de la rencontre au sommet, une déclaration commune a été adoptée, où la volonté d'une coopération pacifique et d'une solution pacifique des conflits par les Etats Unasur a été corroborée. La présence des forces armées étrangères ne doit menacer ni la souveraineté ni l'intégrité des nations d'Amérique du Sud, ni la paix et la sécurité dans cette région. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des pays d'Unasur se réuniront encore ce mois pour débattre des mécanismes pour intensifier la confiance mutuelle et pour analyser en même temps le Livre blanc américain intitulé «Stratégie pour l'Amérique du Sud». Le Conseil de défense sud-américain d'Unasur avait été fondé en mars dernier. En même temps, le Conseil sud-américain contre le trafic de drogue est chargé d'élaborer au plus vite une stratégie et un plan d'action sur le fondement duquel la lutte contre le trafic illégal de drogue pourra être renforcée et intensifiée par les autorités d'Unasur sur place.

La source originale de cet article est [Horizons et débats](#)
Copyright © [Gisela Liebe](#), [Horizons et débats](#), 2009

Articles Par : [Gisela Liebe](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca